

REPUBLIQUE DU
BURUNDI

LE PARTI POUR LA LIBERATION
DU PEUPLE HUTU DU BURUNDI (PALIPEHUTU)
CULPABILISE LE POUVOIR DANS LES ACTES DE
VIOLENCE EN COURS.

" Les combats autour des camps militaires ont opposé exclusivement des factions de l'armée burundaise tandis que les civils ont été troublés par des gens de main de tous bords montés par la Brigade de Sécurité et de Recherches (BSR) et l'Armée burundaises."

Bruxelles le 21 Janvier 1992

RAPPORT D'ENQUETE DU PALIPEHUTU SUR LES RECENTS
MASSACRES AU BURUNDI .

POSITION DU PALIPEHUTU ET PERSPECTIVES D'AVENIR
FACE A LA "DEMOCRATISATION DES INSTITUTIONS" .

I. INTRODUCTION.

Le massacre des Hutu se poursuit au Burundi. Le Parti pour la Libération du Peuple Hutu (PALIPEHUTU) estime que le régime de Bujumbura se trouve actuellement dans l'impasse face au courant des démocraties qui secoue le monde. Incapable de l'éviter, il use de la violence pour mettre hors jeu les Hutu majoritaires avant d'instaurer un régime démocratique à l'image du Parti unique UPRONA (Union pour le Progrès National).

Ce recours à la violence face à des populations civiles sans défense s'inscrit dans un processus prémédité et sans cesse réajusté du Plan SIMBANANIYE Arthémon. Ce plan visait l'élimination de Hutu (85 % de la population) pour ramener leur pourcentage à celui des Tutsi (14 %). Les méthodes de l'armée monoethnique - composée de Tutsi à plus de 95,5 % - pour exécuter ce plan n'ont pas changé; le massacre obéit toujours au même scénario "PROVOCATION-REACTION-REPRESSION".

Dès le déclenchement de ces massacres, le PALIPEHUTU a publié un communiqué de Paris, le 24/11/1991, niant toute implication du PALIPEHUTU dans ces attaques et condamnant l'usage de la violence et ses utilisateurs. Une conférence de presse fut organisée à Bruxelles, le 27/11/91, pour confirmer publiquement sa position.

Notre rapport d'enquête comprendra les faits, à savoir les différents témoignages, et leur explication. Nous terminerons par les perspectives d'avenir.

Nous tenons à rappeler que dès sa fondation, le 18 avril 1980, le PALIPEHUTU n'a pas cherché à se cacher derrière une étiquette telle que :

"Parti Populaire , Parti Démocrate Burundais , .." ou "derrière des idéaux politiques sans application concrète, tels que l'égalité des citoyens, le rejet de tout tribalisme" ,... car "il estimait qu'il fallait d'abord reconnaître l'identité propre de chaque ethnie pour pouvoir aborder la question de la coexistence de celles-ci dans la réalité quotidienne et finalement déboucher sur une coopération harmonieuse interethnique". Il fallait donc que "les BAHUTU et les BATWA commencent par se valoriser à leurs propres yeux et acquièrent la fierté d'eux-mêmes". Le PALIPEHUTU a donc voulu affirmer sans ambiguïté dans son appellation même, "l'ambition de libérer le Peuple Hutu, en premier lieu, de son complexe et de son exclusion, ensuite, des exclusions et des discriminations qui le frappent en matière d'accès à la culture, à l'enseignement, au pouvoir, dans l'Administration et l'Armée ..."

II. RAPPORT D'ENQUETE DU PALIPEHUTU SUR LES MASSACRES AU BURUNDI.

Des rescapés témoignent sur les origines et l'exécution des massacres en cours au Burundi depuis le 23 novembre 1991.

Les témoignages suivants ont été recueillis des camps de réfugiés d'UVIRA au Zaïre, de KIRAMBO, KIVU et NSHILI au Rwanda. Ils sont synthétisés sous deux titres: Les origines et les faits d'abord et ensuite, les personnes jugées par les réfugiés comme principaux acteurs des massacres.

A. Des origines et des faits.

Les faits suivants ne sont que la poursuite des violences lancées par le régime de Bujumbura à l'encontre des dirigeants du PALIPEHUTU depuis le mois de Juillet 1991 comme il est décrit plus loin;

- Le 8/10/1991 à MUYIRA en province de Bujumbura, des militaires sont venus arrêter 7 personnes (tous hutu), mais la population s'est soulevée et a réussi à libérer les victimes.
 - Le 7/11/1991 dans le quartier de Kamenge, toujours à Bujumbura, trois camionnettes remplies de militaires armés arrivent dans ce quartier. Là aussi, la population n'a pas supporté que les siens soient embarqués pour une fin inconnue. Les militaires ont tiré sur la foule qui leur lançait des pierres. Plusieurs personnes ont été blessées mais la population a quand même pu libérer un parmi les trois arrêtés.
 - 17/11/1991 à MUSIGATI en province Bubanza, l'armée est allée arrêter deux paysans et s'est heurtée à la résistance de la population. Ces militaires n'ont pas hésité à tirer une rafale sur la population et ont fait plusieurs blessés. Déçus de leur échec, ces militaires ont ramassé deux autres paysans qui revenaient des champs et les ont emportés vers un lieu inconnu.
 - Le 21/11/1991 à GIHANGA toujours en province Bubanza, des militaires ont arrêté deux personnes. La population a tenté de les libérer mais sans succès. Plusieurs personnes ont été blessées, une autre y a laissé sa vie et les deux victimes embarquées. On ne saurait dire si elles sont toujours en vie.
- A cette même date à MPARAMIRUNDI en province Ngozi, l'armée a tiré sur des membres du PALIPEHUTU et lancé des grenades.
- Le 22/11/1991 à MUSENYI province de Bubanza, il ya eu l'arrestation de cinq personnes présumées membres du PALIPEHUTU.

Il convient de préciser que ce genre d'arrestations était devenu monnaie courante depuis le mois d'août 1991. C'est au lendemain de la fameuse date du 23/11/1991 que l'ampleur des arrestations présageait les massacres à l'image de ceux de l'année 1972 et 1988: listes pré-établies, militaires prêts à tirer et omniprésents dans tous les lieux, escadrons de la mort prêts à commettre tous les types de férocité.

L'origine des événements se trouve dans l'intercalation aux niveaux des plus basses couches de la population d'éléments recrutés par Mr. NDERAYABANDI Clément, en sécurité en 1991 malgré l'attaque qu'il a organisée en août 1990 contre le camp de MABANDA. Parmi ces éléments il y a surtout ceux qui ont attaqué MABANDA à partir de la Tanzanie. Ils avaient la tactique de se faire passer pour des éléments du PALIPEHUTU rapatriés.

D'après des sources variées même des administrateurs locaux ont perçu des sommes d'argent considérables (25.000 FBu/personne/mois) pour infiltrer les couches de niveau le plus bas des Hutu, et localiser les coins de forte conviction pro-PALIPEHUTU et les signaler à des agents de la B.S.R et de l'armée. C'était trop facile après l'arrestation des responsables en septembre 1991.

Les massacres qui endeuillent le Burundi n'ont pas éclaté seulement le 23 novembre comme certains le pensent. Ils se manifestaient par les différents actes de violence décrits plus hauts. La nuit du 23 au 24 novembre ne constitue que le commencement du second chapitre du génocide Hutu version 1991 où le régime après avoir emprisonné les principaux leaders du PALIPEHUTU lança sa vaste campagne de tuerie aveugles et systématiques. Afin d'accroître la panique dans une population déjà traumatisée par les multiples arrestations et exécutions des jours précédents, la sûreté fit courir dès le 21 novembre une rumeur affolante qu'il y aurait des arrestations massives imminentes. La rumeur se concrétisa effectivement dans la nuit du 23 au 24 novembre. Les éléments de l'armée tirèrent sur des personnes qu'on venait arrêter dans les quartiers populaires de Cibitoke et Kamenge à Bujumbura. Simulant une attaque comme en 1972, l'armée sacrifia même trois policiers afin de faire accrédi- ter la thèse d'une attaque armée de l'opposition. Et comme en 1972, le gouvernement fit croire à une attaque armée par des éléments infiltrés de la Tanzanie.

Des personnes originaires de Cibitoke ont confirmé avoir appris la rumeur décrite ci-haut le 22 novembre. Dans les milieux du PALIPEHUTU, les gens n'y ont pas cru de prime abord; c'est le 24

et le 25 novembre (les dates diffèrent selon les témoins et leurs communes respectives d'origine) en voyant les militaires en opération d'arrestation qu'ils ont crû à ce qui était rumeur la veille.

A Bujumbura, la crise a été déclenchée. Le 23/11/91 à 22H30

* Pendant la première phase, en zone Cibitoke, l'armée a tué 48 personnes dont:

NTAHOMBAYE Simon
 MBUYU Evariste
 BANCIRYANINO Célestin (Cultivateur)
 SINGIRANKABO David
 KASAYA Pascal
 RUPANDE Augustin

Les premiers coups de feu, tirés dans toutes les directions provenaient des avenues 6, 7 et 8. La police voulait arrêter un Hutu contre le gré des siens.

* Au cours de la deuxième phase, l'armée a amené des blindés, des fusils mitrailleurs, grenades ainsi que des fusils portatifs. Se trouvaient à l'action plus de 800 soldats, et comme les Tutsi étaient avertis, eux s'enfermaient dans leurs maisons tandis que les Hutu fuyaient à toutes jambes. Alors des militaires tiraient sur eux et au même moment défonçaient les maisons des Hutu pour piller tout ce qui leur plaisait: Radios, Téléviseurs, vivres, groupes électrogènes, ustensiles de cuisine, ...

C'est ainsi que la maison de BABA YASSIN a été détruite par l'armée sous prétexte qu'elle abritait des rebelles armés, rebelles que personne ne connaissait et qu'on a jamais vus.

En province Cibitoke .

1. La genèse de la crise Cibitoke .

Cela faisait trois jours que des agents de la sûreté burundaise procédaient à des arrestations des membres du PALIPEHUTU à Bujumbura, et que des rumeurs de plus en plus inquiétantes circulaient sur des massacres imminents de la population hutu par l'armée tutsi. L'armée était massivement présente à Cibitoke depuis le 31 Juillet 1991, date de l'arrestation des membres du comité provincial du PALIPEHUTU. Dès le 20 novembre les Tutsi avaient commencé à évacuer furtivement leurs collines.

2. L'exécution des massacres.

Dans un premier temps, la coalition militaires-mercenaires a évacué les familles tutsi pour les installer dans des camps militaires.

Dans un deuxième temps, des civils tutsi accompagnaient l'armée sur les collines, pour lui indiquer les habitations des membres du PALIPEHUTU. Les militaires procédaient à la destruction des maisons. Celui qui sortait était immédiatement fusillé sur place, ou poignardé à la baïonnette, pour ne pas gaspiller les munitions, disent les militaires! On a ainsi égorgé et éventré des hommes, des vieux, des enfants en très bas âge, des femmes même enceintes. Quand les populations se terrent dans la brousse ou dans les marais, l'armée fait venir des hélicoptères qui survolent la région à très basse altitude. Résultat: la population panique, sort de sa cachette et les militaires ont ainsi l'occasion de tirer sur tout ce qui bouge. Quand Radio Bujumbura annonce que "les combats" n'ont fait que "quelques morts", il s'agit là d'un cynique euphémisme. En réalité, il s'agit bien d'un génocide, et les morts ne se comptent plus à telle enseigne qu'actuellement il est très difficile d'établir le bilan effectif.

3. Les réunions de "pacification", une occasion pour l'armée de manifester sa barbarie.

En date du 27/12/1991, en province Cibitoke, dans une localité nommée RWESERO, la population a été convoquée pour une réunion que devait diriger un cadre du parti unique au pouvoir, l'UPRONA. Arrivée sur les lieux, la population, en majorité hutu, a été accablée de toutes les insultes. Et pour montrer à la population comment les "ennemis de la nation" (lisez les Hutu) seront châtiés, et pour la terroriser en même temps, un militaire a pris au hasard un jeune pubère d'une quinzaine d'années, l'a mis devant l'assemblée et l'a farouchement égorgé avec un poignard. Prise de panique, la population a tenté de fuir, ce qui fut une occasion pour les militaires présents de tirer à volonté dans la foule et de faire ainsi 30 tués parmi ces personnes qui étaient venues dans une réunion de "pacification"!!!

- En commune Murwi, on a tué plus de 1600 personnes. L'administrateur communal a déclaré au public ceci: "Il est demandé à toute personne non-membre du PALIPEHUTU de se réfugier à la Commune; nos militaires feront la chasse aux ennemis de la nation". C'est dès lors qu'a commencé les vrais massacres en province de Cibitoke.

Après avoir liquidé les soit-disant "ennemis de la nation", particulièrement à MANEGE et MIROMBERO, - d'autres ayant fui vers le Rwanda et le Zaïre -, ceux qui s'étaient réfugiés à la commune n'en sont pas sortis tous vivants. La majorité y a trouvé la mort.

Plus tard, les tueries s'étendront jusqu'à BUHAYIRA et NGOMA à l'aide des armes lourdes et hélicoptères...

- En commune Buganda, 36 personnes ont trouvé la mort en date du 27/11/1991 et parmi elles on peut citer:

- BARANZIRA Siméon
- NSANZERUGEZE Jeanne
- NSAVYIMANA Hélène
- BUDISI Emile
- GIKONJO Israël

Il est à préciser que ces 36 personnes n'ont pas été tuées par les militaires. En effet, au moment où les militaires raflaient les collines (NYABUBUYE, KARAMBI, RUGOMA, CUNYU), les civils tutsi allaient en parallèle et achevaient ce qui se présentait à leur passage. On a même recruté un groupe de Tutsi rwandais résidant à KABURANTWA. Le groupe comptait 12 personnes et cinq d'entre-elles répondent aux noms de:

- MPFIZI
- KABOYA
- MUVANGE
- GASIMBA
- SEHUKU

Il n'est pas aisé de déterminer les victimes tuées par les militaires. Le groupe déjà cité a tué 12 personnes à Gasenyi en date du 28/11/1991 à la 6ème avenue dont:

- AMANI MUKE
- BWEREYEHO
- BIZOHORA.

On a brûlé 22 maisons à Gasenyi 3ème avenue.

On ne pourrait pas citer tout ce qu'on pillé: à titre d'exemple, un certain MANYUNYU Hilaire a vu sa maison brûler et on lui a volé:

- 3 sacs de haricots
- 18 tôles neuves
- 3 sacs de riz
- 12 houes
- 3 matelas en mousse
- 8 chèvres
- 22 poules
- 2 tables.

Chez un certain KANYABURUNDI Mwembo, après avoir défoncé son magasin, les militaires ont pris sa camionnette et ont vidé le contenu du magasin.

Dans le village de RUGOMA en Commune Buganda, les militaires ont tout saccagé le 02/12/1991:

- Deux hélicoptères circulaient pendant que l'infanterie munie de mitrailleuses lourdes, de jeep-blindées, de grenades et des armes portatives ravageait le village.

Rien de plus odieux et de plus cynique; ces blindés portaient sur leurs antennes des drapeaux de la Croix-Rouge. Evidemment, on avait diffusé à la Radio qu'il ne faudra pas fuir ou avoir peur le jour où des personnalités de la Croix-Rouge viendront secourir les éprouvés.

Les pauvres Hutu, ont cru aux informations diffusées et ils ont payé cher de leur vie. On a amené sur la colline deux jeep-blindées qui portaient des drapeaux comme décrit à la Radio, et nos naïfs se rassemblèrent pour écouter la bonne nouvelle. Trente minute plus tard, ils se sont vus encerclés par les militaires qui se mirent à les fusiller sans scrupule.

En province de Kayanza .

Les autorités de Bujumbura affirment que le camp militaire de Kayanza a été attaqué par des élèves du Collège de MUSEMA. Or, pour qui connaît la région, le Collège de Musema se situe à exactement 24 Km du camp militaire de Kayanza . N'est-il pas une pure démenche qu'est de faire un pareil montage?

C'est vrai que trois coups de feu ont été entendus dans la ville de Kayanza le 23 novembre mais on a constaté aucun mouvement de militaires le lendemain et les 3 jours suivants ont été passés dans le calme. Quelle attaque alors qui a pu se produire à Kayanza sans alerter l'armée? De nombreuses personnes ont été arrêtées dans les communes Kayanza, Kabarore, Butaganzwa et Muhanga.

En province de Muyinga.

Tout a commencé une semaine plus tard le 30 novembre 1991 par une bousculade entre des militaires et un groupe de paysans injuriés et malmenés par ces mêmes militaires.

Le prétexte était trouvé pour procéder à l'exécution de leur mission: arrêter et massacrer des Hutu dans les communes de Butihinda, Muyinga, Buhinyuza et Mwakiro. 68 personnes ont été portées disparues dans cette province.

B. Les principaux acteurs.

Après la prétendue attaque du PALIPEHUTU, attaque qui selon les propos tenus par le Ministre MBONIMPA Cyprien des relations extérieures le 3 décembre 1991 aurait été menée par moins de 20 personnes armées, une opération génocidaire à l'image de celle de 1972 est dirigée par l'armée contre la population civile d'ethnie Hutu et Twa.

Avec l'appui de civils tutsi et de membres de l'administration, l'armée arrête et tue sur la base de listes pré-établies. Souvent c'est de nuit que des camions de militaires encerclent des localités entières pour fouiller, arrêter et tuer toute personne de sexe masculin âgée de plus de 12 ans; à la moindre résistance, c'est toute la famille qui est décimée.

Les auteurs de ce plan machéavélique conçu pour anéantir les HUTU et Twa sur la seule appréhension qu'ils risqueraient de soutenir les partis d'opposition dans un système multipartiste sont:

- MBONIMPA Cyprien, Ministre des relations extérieures,
- BARARUNYERETSE Libère, Ministre de l'intérieur,
- MIBARURWA Michel, Lieutenant Colonel, Chef d'Etat-Major de l'armée,
- MAREGAREGE, Lieutenant Colonel,
- CISHAHAYO, Lieutenant Colonel,
- SEMUJANGARI Aloys, Major,
- GAKORYO Lazare, Major,
- NDIHO Jean Claude, Lieutenant Colonel détaché à la Présidence,
- KADOYI Aloys, Lieutenant Colonel, Ambassadeur,
- NDIKUMAGENGE, Lieutenant Colonel, Ambassadeur.

Ce plan est résumé par un mot de passe "NDIKADO" à Bujumbura.

Une observation à dégager est que ce sont les mêmes noms qui ont été cités comme provocateurs des événements de NTEGA et MARANGARA en 1988.

Le président Pierre BUYOYA, homme reconnu au Burundi au départ pour un machiavélisme et un extrémisme proches de ceux de l'ancien Président MICOMBERO, a récupéré le plan pour son compte pour briller au grand soleil demain, devant une opposition mutilée, incapable de l'affronter sur le terrain. Ainsi la charte de l'unité aura triomphé encore une fois avec une "majorité écrasante". Il s'est entouré d'un mystère, laissant à son adjoint à l'état major, MIBARURWA Michel, le droit de vie et de mort.

L'attitude du Président BUYOYA et de son gouvernement n'a rien de rassurant:

- Un langage politicien pour dire que ce ne sont pas les Hutu qui ont attaqué les Tutsi ou vice-versa.
- L'affirmation selon laquelle le piège de l'ennemi visait à faire basculer le pays dans des tueries sélectives qu'il faut éviter, alors qu'aucun geste tangible n'est posé dans le sens d'arrêter les massacres ou de sanctionner les abus.
- La persistance erronée à charger le PALIPERUTU d'une attaque imaginaire.

C. Explication des faits.

1. De quoi s'agit-il ?

Il s'agit d'une répression préméditée visant les leaders hutu pour renforcer l'hégémonie tutsi afin que les Hutu n'aient jamais de leaders et restent incapables de s'organiser politiquement. Pour justifier cette répression, non seulement le régime de Bujumbura recourt au scénario (1) "PROVOCATION-REACTION-REPRESSION", mais en plus il utilise des alibis pour tromper l'opinion nationale et internationale: tantôt c'est l'attaque des "Mulélistes", tantôt celle des "Royalistes"; il s'agit tantôt des bandits, des drogués, des rebelles; il s'agit actuellement des "terroristes" du PALIPEHUTU, et demain! ...

2. Tentatives de déstabiliser le PALIPEHUTU.

est

La politique des "réformes" destinée à renforcer le Parti unique UPRONA et à accroître l'hégémonie de l'ethnie tutsi. Pendant qu'il prône l'unité et la réconciliation nationales, BUYOYA pratique le terrorisme d'Etat aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Au Burundi, les Hutu sont accusés d'être des bandits, des drogués, des rebelles, des ... A l'extérieur du Burundi, ils sont traités de terroristes, d'ennemis du pays, d'activistes, d'extrémistes, ...

Comme nous le verrons dans les pages suivantes, la violence du régime du Major Pierre BUYOYA contre le PALIPEHUTU est le fruit d'une longue préparation. Différents faits et astuces provocateurs ont été tentés par le régime pour engager le PALIPEHUTU sur le terrain de la violence.

(1) Le scénario dont il est question ne réussit pas toujours dans toutes ses phases. Les Hutu avertis de cette tactique du régime, refusent de jouer son jeu qui s'inscrit dans le cadre de la violence. C'est ainsi que malgré la provocation du régime, la population hutu préfère souvent s'abstenir de réagir. Cette attitude pacifiste n'arrange pas le régime qui dès lors se résoud à passer aux massacres. Et pour faire croire à l'opinion nationale et internationale qu'il s'agit d'une riposte à une attaque violente, il encourage la population à participer dans les massacres en cours, à simuler une réaction. (suite au bas de la page 11)

La violence du Régime du Major Pierre Buyoya contre le PALIPEHUTU est le fruit d'une longue préparation

Rétrospective jusqu'au 24 Novembre.

L'instauration du multipartisme au Rwanda et au Zaïre, pays limitrophes du Burundi et membres de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (C.E.P.G.L.) inquiète depuis le régime dominé par la minorité tutsi (14% de la population). Le régime du Major Pierre BUYOYA a procédé déjà aux arrestations massives des Bahutu (85% de la population) et surtout des membres du PALIPEHUTU pour écimer et démanteler les bases de ce principal parti d'opposition au régime et au parti UPRONA (Union pour le Progrès National) au pouvoir depuis le 18 septembre 1961 et dont la principale mission d'unité et de progrès national s'est soldée par un échec.

Le but inavoué du pouvoir est d'écraser les membres du PALIPEHUTU (surtout les leaders) dans l'espoir que lorsqu'il sera acculé à instaurer un multipartisme intégral, il se retrouve avec une opposition de façade.

Le PALIPEHUTU déplore le mutisme observé par les dignitaires hutu du régime qui se complaisent dans l'aisance du pouvoir pendant que le peuple et l'opposition qui, par leur lutte et sacrifice les ont portés au pouvoir, subissent la répression impitoyable de la dictature de BUYOYA.

FAITS RECENTS MARQUANTS DU REGIME DU MAJOR PIERRE BUYOYA ET DE L'UPRONA POUR DEMANTELER LE PALIPEHUTU (AOÛT 1990 - SEPTEMBRE 1991).

13 Août 1990 : attaque du camp de Mabanda en province Makamba par quelques dizaines d'éléments de la formation UBUMWE qui est à la solde du régime dans une tentative d'incriminer le PALIPEHUTU.

Responsables : Karumba, Nderoyabandi Clément (des Hutu)

17 Août 1990: assassinat de GAHUTU Rémy, leader du PALIPEHUTU dans des circonstances mystérieuses dans la prison d'Ukongu en Tanzanie.

Responsables de la coordination: Ndiho Jean Claude (officier tutsi)

(suite de la page 10) C'est ainsi que selon des témoignages divers, des personnes armées (tutsi rwandais réfugiés au Burundi) en collaboration étroite avec le régime ont circulé dans un véhicule dans la ville de ... tirant en l'air, pour faire croire à la population qu'il s'agissait d'éléments de l'armée ... les actes sanguinaires qui s'en sont suivis.

- 06 décembre 1990: découverte de la lettre de remerciement du consul du Burundi à Kigoma (Tanzanie) à Madame WARIOBA pour les services rendus dont l'élimination de Rémi GAHUTU.
- 20 décembre 1990: 250 familles de réfugiés en Tanzanie sont extradées de Kasuru (Tanzanie).
- 05 février 1991: référendum sur la Charte de l'Unité des Burundi. Le PALIPEHUTU a condamné plus le contenu que l'opportunité de cette Charte et dénoncé l'irrégularité du scrutin.
- 16 mars 1991: discours provocateur et incendiaire du Major PIERRE BUYOYA dans la province de Bubanza où il a sommé la population d'obéir sous réserve de sanctions extrêmement graves.
- 21 mars 1991: mise en place d'une commission constitutionnelle unilatérale dont les membres sont désignés par le seul parti-état UPRONA.
- 27 juin 1991: manifestation des chauffeurs à Bujumbura suite à l'augmentation des taxes annuelles sur le permis de conduire. Malgré que les auteurs de la marche étaient des tutsi, le régime a procédé à l'arrestation des hutu.
- 01 juillet 1991: discours injurieux et provocateur du Président PIERRE BUYOYA à l'occasion du 29ème anniversaire de l'indépendance du Burundi.
- 29 juillet 1991: fermeture des frontières entre le Rwanda et le Burundi sous prétexte d'un article paru dans le journal privé du Rwanda Kangura.
- 31 juillet 1991: arrestation à Cibitoke des membres du Comité provincial du PALIPEHUTU dont en tête - HATUNGIMANA Johnson -, originaire de la Commune BUKINANYANA et membre du Comité Exécutif du PALIPEHUTU.
- 03 août 1991: conférence de presse de Monsieur SIBOMANA Adrien, Premier Ministre et Ministre du Plan sur les arrestations des membres du PALIPEHUTU à Cibitoke. Il a réitéré le langage de BUYOYA, celui de combattre l'opposition hutu (surtout le PALIPEHUTU).
- 20 août 1991: de retour d'une mission à Kampala (Uganda), le Secrétaire d'Etat à la Coopération Internationale a informé le peuple burundais de la signature avec l'Uganda d'un protocole d'accord permettant aux

burundais d'entrer en Uganda sans visa et aux Ugandais d'en faire autant. Un tel accord était prévu au sein de la C.E.P.G.L mais le Burundi a toujours refusé de le ratifier. L'intérêt majeur est en Uganda. (1)

- 06 août 1991: rencontre à Ngozi (Burundi) des Ministres des Affaires Etrangères du Rwanda et du Burundi. La partie burundaise a vilipendé le PALIPEHUTU et a fait montre de son projet de combattre sans merci l'opposition.
- 14, 15, 16 août 1991: tournée du Major PIERRE BUYOYA en province de Cibitoke dans les Communes Murwi, Buganda et Mabayi. Il a réitéré son plan d'extirmination des membres du PALIPEHUTU actuellement en exécution.
- 27 août 1991: signature à Dar-es-Salaam d'un accord tripartite avec le gouvernement tanzanien et le H.C.R. pour rapatrier ou naturaliser de force les réfugiés burundais. L'accord a été falsifié par les médias gouvernementaux.
- 01 - 05 septembre 1991: début du placement d'hommes de main par la BSR dans les quartiers CIBITOKÉ, BUYENZI, KAMENGE, KINAMA, MUSAGA et MUZINGA de Bujumbura la capitale pour infiltrer le PALIPEHUTU. L'opération s'étendra à d'autres provinces.
- 03 septembre 1991: discours provocateur et injurieux du Major PIERRE BUYOYA à l'occasion du 4ème anniversaire de la 3ème République où il a annoncé des mesures tortionnaires à l'encontre des membres du PALIPEHUTU.
- 07 septembre 1991: Arrestation de l'Abbé Patrice BIYONGOMA à Ntega.
- 10 septembre 1991: proclamation des résultats du travail de la commission constitutionnelle où le principe du multipartisme a été accepté avec beaucoup de conditions inacceptables dans un contexte démocratique.
- 11 septembre 1991: début des arrestations des paysans hutu en Commune Ntega province Kirundo, un mort et 20 réfugiés.
- 15 septembre 1991: une rencontre entre le PALIPEHUTU et le pouvoir est sabotée M. Cyprien MBONIMPA, ministre des Relations Extérieures; après cet échec de Bruxelles, un nouveau rendez-vous fut fixé à Paris, pour le mois de novembre.

(1) pour favoriser des rapports plus serrés entre les régimes tites du Burundi et de l'Uganda et la circulation des membres du Front Pa-

- 20 - 30 Septembre 1991: arrestations parmi les plus hauts responsables du parti PALIPEHUTU. Les principaux arrêtés sont:
- Ntirabampa Antoine , 1er Vice-Président
 - Nzeyimana Ernest, Attaché à la propagande
 - Minani Jean-Berchmans, membre du Comité provincial de Kayanza
 - Minani Basile, membre du Comité provincial de Gitega
 - Bagwihigire Thomas
 - Banderembako Alphonse
 - Hategekimana David.
- 16 Octobre 1991: massacre de hutu en Commune Giharo - Rutana.
- 24 Octobre 1991: arrestations des membres des Comités du PALIPEHUTU en province de Ngozi
- 16 Novembre 1991: la possibilité d'une rencontre Pouvoir - PALIPEHUTU est annoncée.
- 16 Novembre 1991: Les nouveaux membres des Comités du PALIPEHUTU se rencontrent à Bujumbura pour préparer la rencontre.
- 22 Novembre 1991: rumeur selon laquelle ^{le Burundi} sera en proie à un putsch.
- 24 Novembre 1991: Le président BUYOYA refuse un tête à tête avec le président du PALIPEHUTU. Le président BUYOYA avance que le PALIPEHUTU a attaqué le pays la veille et qu'en sa qualité de Chef d'Etat Major de l'armée il devait rentrer d'urgence.
3. Stratégie du PALIPEHUTU à l'égard de ces provocations: la non-violence.

Attitudes du PALIPEHUTU:

- dénonciation de ces provocations;
- invitation de la population à la non-violence tout en restant fière de de son ethnie;
- recherche d'un dialogue constructif avec les dirigeants du Burundi, notamment en adressant plusieurs lettres à BUYOYA l'invitant au dialogue;
- tentatives de négociation avec les officiels burundais:
 - rencontre avec le Premier Ministre;
 - rencontre prévue à Bruxelles pour septembre 1991, mais annulée à la dernière minute;
 - condamnation de l'usage de la violence et de ses utilisateurs.

LE PALIPEHUTU ACCUSE LE GOUVERNEMENT BURUNDAIS

Mentir est une chose, mais convaincre en est une autre.

Le Gouvernement Burundais fait état des attaques aux armes lourdes et légères dans les villes de Bujumbura, Cibitoke, Bubanza et Kayanza contre des camps militaires et des objectifs civils (stations d'essence, des ponts, les lignes électriques, etc...).

Les attaquants, selon le même Gouvernement, seraient des éléments drogués, des gens infiltrés au Burundi à partir du Rwanda et de la Tanzanie. Des accusations mensongères et sans fondement sont monnaie courante au Burundi; souvenez-vous des montages de 1972 faisant croire à des attaques par des éléments armés venus de Tanzanie: il s'est avéré par la suite que ces attaques n'avaient jamais eu lieu, qu'il s'agissait de l'application du plan SIMBANANIYE Arthémon. Ce plan visait l'élimination de 3.600.000 hutus (soit 72% de la population totale) pour ramener la proportion des Hutu dans la population Burundaise à chiffre égal à celui des Tutsi (14% Hutu et 14% Tutsi). Rappelons qu'en 1972 la population burundaise était estimée à 5.000.000 d'habitants dont 84% de HUTU, 14% de TUTSI et 1% de TWA.

En 1988, le Gouvernement Burundais accusait des éléments burundais, réfugiés au Rwanda d'avoir attaqué le Burundi dans les communes de NTEGA et MARANGARA. Il s'est avéré par la suite qu'aucune personne du Rwanda n'avait jamais été impliquée dans ces événements et que c'était la continuation du même plan SIMBANANIYE.

Les massacres de Hutu actuellement en cours au Burundi, visent le même objectif à savoir l'élimination politique des 85% des Hutu vivant au Burundi.

Quelques faits saillants montrent à suffisance l'innocence des Hutu et le mensonge flagrant des autorités burundaises:

1. Au lendemain des attaques, la Radio Nationale faisait état des coups de feu dans les quartiers populaires de la ville de Bujumbura, ainsi que dans les centres urbains de Cibitoke, Bubanza et Kayanza. Des tirs aux armes lourdes ont été entendus dans des camps militaires de Bujumbura (MUHA, BASE, MUZINDA, Institut Supérieur des Cadres Militaires-ISCAM) ainsi qu'à la présidence de la république et à l'Etat Major de l'armée.

Comment expliquer que des réfugiés à peine rentrés d'exil puissent ramener avec eux des canons sans être interceptés par les forces de l'ordre?

2. Dans une situation aussi grave, telle qu'elle était décrite, aucun couvre-feu n'a été instauré. Le Président BUYOYA a préféré rester à Paris.
3. Comment expliquer que ces mêmes gens s'attaquent à des quartiers populaires, habités par plus de 90% de Hutu, alors que les Hutu sont parmi ceux que le PALIPEHUTU veut libérer ?
4. Comment expliquer que ces mêmes gens puissent introduire des armes lourdes dans des endroits aussi stratégiques et gardés comme les camps militaires, la Présidence de la République, , l'Etat-Major de l'armée ?
5. Comment ^{expliquer} que les assaillants n'aient jamais été aperçus par la population ? Le Ministre de l'Intérieur lui-même a reconnu que les coups de feu qu'on entendait étaient tirés par les militaires et non par les assaillants .
6. Comment expliquer que le PALIPEHUTU organise une attaque contre le Burundi alors que tous ses coordinateurs se trouvaient en prison et que son Président était au rendez-vous avec le Major BUYOYA à Paris ?
7. Comment, dans ces conditions, le PALIPEHUTU aurait-il pu organiser et coordonner des attaques simultanées à plusieurs endroits différents ?
8. Comment, la même nuit du 23 au 24 /11/91, l'enquête menée par le régime aurait-elle pu conclure, en moins de 3 heures, que c'était le PALIPEHUTU qui était responsable des attaques ? Autrement dit, le régime a-t-il pu avoir le temps matériel pour enquêter et conclure , en moins de 3 heures, que c'était le PALIPEHUTU ?
9. Comment expliquer le fait que le Premier Ministre avait déjà été convoqué à une réunion "de crise" tenue à l'Etat-Major Général le 23/11/91 avant 23 heures ?

En effet, la Commission d'enquête des ONG germano-belgo-hollandaise sur les événements en cours au Burundi vient de révéler entre autre ce qui suit :

- a: Si attaque il y avait eu, l'armée burundaise n'était pas incapable de venir à bout de 20 fusils et quelques grenades; le tout de l'arsenal du PALIPEHUTU, selon les propos du Ministre des Affaires Etrangères, Monsieur Cyprien MBONIMPA, du 3 décembre 1991.
- b: Les échanges de tirs autour des camps militaires de Bujumbura entre le 23 et le 27 novembre s'effectuaient entre des éléments des forces armées burundaises.
- c: Le premier Ministre SIBOMANA avait été déjà invité à la réunion de crise tenue à l'état major général de l'armée avant que les coups de feu ne soient entendus autour de sa résidence, le 23 novembre 1991.
- d: Les civils Tutsi et les objectifs matériels présentés par les autorités gouvernementales et les médias burundaises comme ayant été les victimes des attaques du PALIPEHUTU, dans les provinces de Bubanza et Cibitoke se sont avérés en témoignages fictifs, inventés pour compléter le décor du montage. Des civils Tutsi avaient été déplacés par l'armée vers les camps militaires, longtemps avant le 23 novembre 1991.

Toute personne honnête devrait comprendre que les méthodes de l'armée burundaise pour exécuter le plan SIMBANANIYE n'ont pas changé, et que la présence de plus d'éléments Hutu au sein du gouvernement a rendu l'opération plus subtile que dans le passé. L'armée monoethnique du Burundi a organisé les massacres de 1972 (300.000 morts en deux mois), les tueries sauvages de NTEGA et MARANGARA en 1988 (60.000 morts en un mois) et les massacres en cours dont le bilan s'alourdit de jour en jour.

L'armée burundaise continue d'être louée pour:

- a) Près de 20.000 morts en 8 semaines. Des familles entières ont été exterminées. On a vu des ruisseaux de sang des Hutu coulant dans les petites rues de Bujumbura, des cadavres entassés un peu partout. Des fosses communes sont creusées à Bujumbura, Muyinga, Murwi, Ndora, Mabayi, Musigati, etc... elles renferment chacune plus de 150 cadavres.

Les militaires défoncent les portes des maisons des Hutu, égorgent tous les occupants; les femmes sont d'abord emputées de leurs seins avant d'être décapitées, les hommes sont éventrés, châtrés à la baillonnnette pour des fins de la grossière sorcellerie Tutsi.

- b) Bombardement à l'hélicoptère et aux bombes incendiaires de villages de Muzinda, Kaburantwa, Murwi, Bukinanyana ...
- c) Plus de 60.000 réfugiés dont 40.000 au Zaïre, plus de 15.000 errant en Tanzanie et plus de 10.000 au Rwanda.

d) A l'heure actuelle, les massacres se poursuivent. Pour éviter le bruit des armes, trop gênant, l'armée tue aujourd'hui à la baïnette. Elle poursuit ses ratissages surtout dans les provinces de Ruyigi, Muyinga, Cibitoke, Bubanza, Bujumbura et Kayanza. Elle entre dans les habitations et y égorge les occupants. Les hommes de 15 à 45 ans sont les cibles privilégiés.

Pourtant, de tels actes sont condamnables par la loi burundaise, et les Conventions Internationales.

Les Hutu du Burundi ont l'impression qu'il ya un complot international contre leur sort. Ils sont massacrés, tués par milliers, emprisonnés; mais le monde se tient tranquille ou plutôt prime BUYOYA pour son oeuvre. Les ambassades occidentales à Bujumbura se complaisent dans un silence complice au régime. Pourtant ailleurs quand il ya un mort, le monde bouge, s'indigne et sanctionne. Nos réfugiés n'ont pas d'assistance. Ceux du Zaïre vivent un cauchemar intenable. Ils n'ont point d'assistance alimentaire, sanitaire et sont à la merci des services de sécurité et des escadrons burundais de la mort. Il meurt au Zaïre près de 20 personnes chaque jour et surtout des jeunes enfants.

III. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES D'AVENIR.

Le PALIPEHUTU condamne l'usage de la violence et le régime du Major Pierre BUYOYA qui en fait usage pour masquer la réalité et perpétuer l'hégémonie tutsi.

Il lance un appel à l'opinion internationale, particulièrement à tous ceux qui se préoccupent du respect et de la défense des Droits de l'Homme dans le monde, pour inviter le Burundi à:

- arrêter les massacres des innocents en cours depuis novembre 1991;
- proclamer une amnistie générale pour toutes les personnes condamnées ou arrêtées de manière arbitraire;
- organiser une conférence nationale regroupant toutes les composantes nationales (y compris toutes les formations politiques, sans exclusive), la seule habilitée à fixer le calendrier politique pour la mise en place des institutions démocratiques;
- instaurer le multipartisme intégral et permettre au peuple burundais de s'exprimer librement par la presse, le débat politique, le libre choix de son orientation politique ainsi que de ses représentants;
- séparer les affaires de l'Etat de celles du Parti UPRONA. Le Comité Exécutif de l'UPRONA doit cesser de jouer le rôle de l'organe législatif du pays.

Les bailleurs de fonds devraient conditionner leurs aides au respect des Droits de l'Homme et à l'instauration de la démocratie au Burundi.

Le PALIPEHUTU invite le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) à revoir les mesures de rapatriement des réfugiés auxquels il a souscrit et à encourager leur suspension aussi longtemps qu'il ne sera mis sur pied un "cadre général" garantissant leur sécurité.

La réconciliation nationale suppose une reconnaissance légale des ethnies hutu, tutsi et twa comme telles et l'établissement de l'équilibre ethnique au sein de la police, de l'armée et de la fonction publique, de l'éducation et de tous les autres secteurs de la vie nationale. Elle suppose aussi le respect et la protection des minorités.

Le PALIPEHUTU reste ouvert à tous les Burundais pour un dialogue politique constructif; il ne constitue pas l'opposition à lui seul, mais il en reste l'élément le plus important. C'est pourquoi il se propose de stimuler l'opposition hutu afin qu'elle s'unisse autour d'un même objectif et qu'elle élabore une stratégie appropriée . (1)

Pour le PALIPEHUTU,

Le Président Etienne KARATASI



(1) Texte destiné à la Conférence de Presse du 22/01/92, à Bruxelles.